

POUR MILA

**Pour le droit de critiquer toutes les religions,
contre le rétablissement de fait du délit de blasphème,
contre le lynchage public, contre les meutes hurlantes¹.**

Mila, une adolescente de 16 ans, échange sur Instagram avec ses abonnés le 19 janvier, quand l'un d'eux se met à la draguer de manière insistante. Rappelé à l'ordre par Mila, il l'insulte, mêlant accusations de racisme et homophobie – l'adolescente est lesbienne et affiche le drapeau LGBT sur son profil : « sale Française », « sale pute », « sale gouine »... Les menaces prenant un caractère religieux, Mila affirme alors sa vision négative des religions en matière de liberté. Elle se fait encore plus insulter et menacer de mort avec une violence inouïe où il est question de l'égorger. Exaspérée, blessée et dans l'effroi, elle poste alors sur sa « story » Instagram le message suivant :

« Je déteste la religion, (...) le Coran il n'y a que de la haine là-dedans, l'islam c'est de la merde, c'est ce que je pense. Je ne suis pas raciste, pas du tout. On ne peut pas être raciste envers une religion. J'ai dit ce que j'en pensais, vous n'allez pas me le faire regretter. Il y a encore des gens qui vont s'exciter, j'en ai (sic) clairement rien à foutre, je dis ce que je veux, ce que je pense. Votre religion, c'est de la merde, votre Dieu, je lui mets un doigt dans le trou du cul, merci, au revoir. ».

Depuis, elle subit une vague d'insultes homophobes et de menaces physiques y compris de menaces de mort. Elle a dû renoncer à se rendre à son lycée. Prise à partie par des centaines de comptes, l'adolescente a également vu ses informations personnelles divulguées. Le délégué général du CFCM, M. Zekri, a même déclaré sur Sud radio :

« Je dis que cette fille, elle sait très bien ce qu'elle fait. Qui sème le vent récolte la tempête. » [...] « Elle l'a cherché, elle assume. Les propos qu'elle a tenus, je ne peux pas les accepter. »

Interpellé, il condamne certes les menaces de morts contre Mila, mais que vaut cette condamnation après ces propos qui justifient le harcèlement et l'intolérance religieuse ?

Nous savons où cela a mené. Notre mémoire s'appelle **CHARLIE**.

Le Comité Laïcité République **soutient** le droit de Mila à critiquer aussi vertement qu'elle l'estime nécessaire l'islam comme toute autre religion, verneur qui doit beaucoup au déchainement de haine et de violences contre elle allant jusqu'à l'appel au meurtre.

Le Comité Laïcité République **appelle** le Parquet à renoncer à enquêter au nom de « l'incitation à la haine raciale » sur les écrits de Mila. Depuis quand la religion est-elle une personne ? Depuis quand la religion est-elle une race ?

Le Comité Laïcité République **demande** que soit réaffirmées avec la plus grande fermeté par les autorités la liberté d'expression et l'absolue liberté de critiquer toute idée et tout dogme.

¹ Toutes les citations et les informations sont reprises de l'article d'Hadrien Mathoux, publié sur Marianne.net le 22/01/2020 sous le titre « Mila, 16 ans, menacée de mort pour avoir critiqué l'islam ». Nous remercions ce journaliste courageux et la rédaction de Marianne d'avoir révélé cette affaire.



Le Comité Laïcité République **s'étonne** que le Président de la République, le Ministre de l'Intérieur, la Secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, le Préfet du Rhône n'aient pas encore pris la parole pour apporter leur soutien sans faille à cette adolescente menacée.

Le Comité Laïcité République **réclame** que tous les partis de gauche viennent eux aussi affirmer le droit à la critique même virulente des religions. Il remercie la Gauche Républicaine et Socialiste et le Parti Radical de Gauche d'avoir pris fermement position.

Le Comité Laïcité République **note** que toutes les associations nationales qui se disent laïques ou LGBT, n'ont pas un mot pour Mila.

Le Comité Laïcité République **constate sans surprise** que toutes les officines indigénistes, « féministes intersectionnelles », communautaristes, post-coloniales ou autres dangereuses niaiseres, restent d'un silence assourdissant devant ce lynchage médiatique contre le libre choix de son orientation sexuelle, dévoilant ainsi leur vraie nature antidémocratique, antilaïque, antirépublicaine et complice du fanatisme religieux.

La France n'est pas le Pakistan. L'obscurantisme et le déchaînement de la violence en meute ne passeront pas sur le corps de la loi républicaine, de la liberté de conscience et de la liberté d'expression.

Les membres du Bureau du Comité Laïcité République soutiennent sans réserve Mila, et attendent d'être eux aussi, le cas échéant, soumis à enquête du Parquet.

Le Bureau National du Comité Laïcité République.

